



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

TRAVAIL ET EMPLOI

(Direction du budget, 1949-1984)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Karine LE BOUILLONNEC

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2024

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Budget.....	7
Politique sociale européenne.....	7
Travail.....	8

Référence

B-0083602/1 - B-0083631/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Travail et emploi

Dates extrêmes

1945-1984

Noms des principaux producteurs

Direction du budget, bureau 6A, devenu 6BEI, puis 6BEFP (Bureau de l'emploi et de la formation professionnelle)

Importance matérielle

30 boîtes, soit 3,86 mètres linéaires

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 2 janvier 1986 portant la référence PH 002/86.

Historique du producteur

A l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la

politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

Évaluation, tris et éliminations

Ont été conservés les documents produits par la direction du Budget ou dont la direction était nommément destinataire, ainsi que les copies ou originaux de correspondance du cabinet Budget. Ont été éliminés les doublons, les études ainsi que les copies de documents non produits par la direction du Budget ou dont la direction du Budget n'était pas nommément destinataire.

Cependant, dans un souci de clarté et pour faciliter le travail des chercheurs, certains documents potentiellement éliminables ont été conservés (projets de loi, articles de journaux,

documentation complétant les dossiers de travail). Enfin, certains brouillons ont été conservés car produits par la direction et susceptibles de détenir des informations utiles à la recherche.

Il est à noter que le carton PH 002/86-0015 (études pour l'emploi des jeunes) a fait l'objet d'une élimination en 2007.

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ce fonds se compose de dossiers relatifs à la préparation budgétaire associée au ministère des Affaires sociales et de l'Emploi. On y trouve des dossiers thématiques concernant la mise en œuvre de projets gouvernementaux liés au monde du travail et de l'emploi (chômage, conditions de travail, égalité homme-femme, formation, immigration...).

Indexation

Protection sociale

Relations européennes

Travail

Préparation budgétaire

Exécution budgétaire

Financement

Tutelle financière

Aide publique aux entreprises

Entreprise industrielle

B-0083602/1 - B-0083602/2

Budget des ministères en charge du travail.

1975-1980

B-0083602/1

Exécution du budget, transferts, virements : notes, arrêtés, correspondance, notes manuscrites, rapport annuel 1976 (contrôle financier).

1975-1980

B-0083602/2

Collectif budgétaire 1979 : notes, correspondance, notes manuscrites, articles de presse, questionnaires, fiches de synthèse, documentation.

1978-1978

B-0083604/1 - B-0083608/2

Politique sociale européenne.

1965-1981

B-0083603/1 - B-0083605/2

Fond Social Européen (FSE).

1971-1981

B-0083604/1

Espace social européen : téléx, fiches, memorandum, notes manuscrites, notes, rapports.

1981

B-0083604/2, B-0083604/4

Réforme.

1971-1979

B-0083604/2

Réflexions et mise en œuvre : notes, correspondance, notes manuscrites.

1971-1973

B-0083604/4

Missions et fonctionnement : notes, correspondance, notes manuscrites, extraits de relevés de décision, télégrammes, notes manuscrites, téléx, compte-rendus de réunion, rapports.

1974-1979

B-0083604/3

Procédure de remboursement du FSE : notes.

1974-1975

B-0083603/1

Budget CEE : notes, notes manuscrites, projet de budget des communautés européennes (exercice 1979), téléx, compte-rendus, documents comptables.

1972-1980

B-0083605/1

Rapports d'activité : notes, rapports, téléx, questions écrites, notes manuscrites, correspondance.

1974-1979

B-0083605/2

Commission interministérielle d'examen de demandes présentées au FSE : notes, notes manuscrites, téléx, correspondance, questions écrites (parlement européen).

1978-1979

B-0083606/1- B-0083607/2

Action sociale.

1973-1980

B-0083606/1

Dossiers concernant la lutte contre la migration illégale, l'égalité de traitement homme-femmes en matière de sécurité sociale et de rémunération, la protection sanitaire des travailleurs exposés au chlorure de vinyle monomère, la sécurité et la santé sur le lieu de travail, l'affaire Hertz, la durée de travail, la politique des patrimoines, la lutte contre la pauvreté, le développement de la politique sociale européenne, le groupement européen de coopération, le conseil des affaires sociales, le comité économique et social.

1973-1980

B-0083607/1

Égalité des rémunérations masculines et féminines : rapports, télex, correspondance, arrêtés, résolutions, questionnaire de la Commission, notes, directives.

1974-1979

B-0083607/2

Protection des travailleurs en cas d'insolvabilité des employeurs : notes, propositions de directives, notes manuscrites, télex, compte-rendus de réunions.

1978-1979

B-0083608/1 – B-0083608/2

Communauté économique européenne (CEE).

1965-1978

B-0083608/1

Politique sociale, budgétaire et de l'emploi : notes, notes manuscrites, textes officiels, convention européenne (protection sociale des agriculteurs), tableaux, correspondance.

1965-1978

B-0083608/2

Libre circulation des travailleurs : notes, notes manuscrites, textes officiels, comptes rendus de réunion, documentation, questions écrites, aide-mémoire.

1968-1978

B-0083609/1 – B-0083631/1

Travail.

1945-1984

B-0083611/1 – B-0083612/1, B-0083615/2 – B-0083615/5

Industrie.

1975-1982

B-0083611/1

Politique sidérurgique sociale : demandes d'aides financières, compte rendus de réunion, correspondance, notes, notes manuscrites, conventions de protections sociales, tableaux, relevés de décisions.

1977-1982

B-0083612/1

C.E.C.A, aides et budget : notes manuscrites, tableaux, compte rendus, relevés de conclusions, situation de la société USINOR.

1976-1981

B-0083615/2

Autres dossiers : correspondance, notes (notamment sur le statut juridique d'Air France), notes manuscrites, rapports, textes officiels, propositions de programme pour le développement de l'industrie de la chaussure.

	1975-1987
B-0083615/3	
Extraction minière : correspondance, notes, notes manuscrites.	
	1977-1980
B-0083615/4	
Fonds Spécial d'Adaptation Industriel (FSAI) : notes, documentation, notes manuscrites.	
	1978-1979
B-0083615/5	
Construction navale : notes, notes manuscrites.	
	1977-1978
B-0083628/1 – B-0083628/2, B-0083630/2	
Formation, apprentissage.	
	1946-1982
B-0083628/1	
Réforme et financement : notes, notes manuscrites, textes officiels, comptes rendus de réunion, correspondance.	
	1970-1975
B-0083628/2	
Application de la loi du 3 janvier 1979 : notes, notes manuscrites, textes officiels, comptes rendus de réunion, correspondance, conventions, tableaux, questions écrites, articles de presse.	
	1946-1982
B-0083630/1	
Alternance : notes, notes manuscrites, textes officiels, comptes rendus de réunion, correspondance, conventions, tableaux, relevés de décisions.	
	1979-1980
B-0083630/2	
Stagiaires, spécificités, DOM-TOM : notes, notes manuscrites, textes officiels, comptes rendus de réunion, correspondance, conventions, relevés de décisions.	
	1962-1982
B-0083615/6, B-0083624/1 – B-0083625/2, B-0083627/2	
Immigration.	
	1946-1982
B-0083615/6	
Aides au retour : notes, notes manuscrites, textes officiels, correspondance.	
	1975-1979
B-0083624/2	
Logement des travailleurs immigrés : notes, notes manuscrites, textes officiels, travaux de la commission Delmon, rapports.	
	1974-1979
B-0083627/2	
Accord franco-algérien du 18 septembre 1980, accompagnement au retour des travailleurs immigrés: notes, notes manuscrites, comtes rendus de réunions et de comité mixte, tableaux, textes officiels portant notamment sur la formation professionnelle et la sécurité sociale.	
	1980-1981

B-0083624/1- B-0083625/2

Office Nationale d'Immigration (ONI), fonctionnement.

1945-1982

B-0083625/1

Gestion du personnel : notes, textes officiels, compte rendu de réunion, notes manuscrites, tableaux.

1945-1981

B-0083624/1, B-0083625/2

Gestion financière : notes, notes manuscrites, textes officiels, travaux législatifs, projets de loi, rapports d'activité, comptes financiers, rapports, données budgétaires.

1946-1977

B-0083624/1

1951-1970

B-0083625/2

1946, 1969-1977

B-0083609/1, B-0083614/1

Planification.

1976-1980

B-0083609/1

Conseil central de planification : notes, fiches de proposition.

1979-1980

B-0083614/1

Programme d'Action Prioritaire : correspondance, fiches, tableaux, notes, projet de programme prioritaire.

1976-1978

B-0083609/2, B-0083610/2, B-0083614/2-B-0083614/3, B-0083616/1-B-0083616/2

Conditions de travail.

1967-1981

B-0083609/2

Durée du temps de travail : notes, textes officiels, notes manuscrites, compte rendus de réunions, projets de loi, correspondance, articles de presse.

1971-1978

B-0083610/2

Réglementation relative aux travailleurs handicapés et aux personnes mutilées : notes, documentation, textes officiels, notes manuscrites, compte rendus de réunions.

1977-1981

B-0083614/2

Politique d'amélioration des conditions de travail : correspondance, notes, notes manuscrites, textes officiels.

1975-1980

B-0083614/3

Hygiène et sécurité : correspondance, notes, notes manuscrites, textes officiels.

1976-1981

B-0083616/1

Conditions de travail, avantages et protection : textes officiels, notes manuscrites, notes, relevés de décision, notes, fiches, projets de texte de loi, questions écrites.

1975-1980

B-0083616/2

Avantages professionnels dont les titres restaurant : texte officiels, notes, notes manuscrites, correspondance, rapports, questions écrites.

	1967-1978
B-0083617/1-B-0083617/3, B-0083618/1-B-0083618/2, B-0083623/1	
Rémunération.	
	1950-1983
B-0083617/1	
Politique salariale : correspondance, tableaux, notes, notes manuscrites, études.	
	1975-1983
B-0083617/2	
Salaire Minimum de Croissance (SMIC) : notes, notes manuscrites, tableaux, article de presse, correspondance, textes officiels.	
	1974-1980
B-0083617/3	
Mensualisation du SMIC : textes officiels, notes, notes manuscrites, correspondance, projets de loi, documentation.	
	1967-1973
B-0083618/1	
Primes, indemnités : notes de synthèse, notes, questions écrites, notes manuscrites textes officiels.	
	1950-1971
B-0083618/2	
Intéressement, actionnariat, participation à la vie des entreprises : correspondance, projet de loi, notes, fiches, notes manuscrites, tableaux, travaux législatifs, textes officiels.	
	1970-1983
B-0083623/1	
Livret d'épargne manuel : notes, notes manuscrites, textes officiels, travaux législatifs, projets de loi.	
	1975-1981
B-0083626/1-B-0083627/1	
Fonds d'Allocations Sociales (FAS).	
	1949-1982
B-0083626/1	
Programme et budget : notes, notes manuscrites, comptes financiers, correspondance, textes officiels, rapports.	
	1949-1982
B-0083627/1	
Gestion du personnel : notes, notes manuscrites, correspondance, textes officiels, rapports.	
	1965-1977
B-0083609/3-B-0083610/1, B-0083613/1-B-0083613/2, B-0083613/4, B-0083615/1, B-0083617/4, B-0083619/1-B-0083620/2, B-0083622/1-B-0083622/2, B-0083629/1-B-0083629/2, B-0083631/1	
Emploi.	
	1949-1984
B-0083609/3	
Fonds national pour l'emploi : notes, notes manuscrites, conventions État - UNEDIC, relevés de décision.	
	1969-1981
B-0083610/1, B-0083617/4, B-0083619/1-B-0083620/2, B-0083631/1	
Chômage.	
	1949-1984

B-0083610/1

Travailleurs frontaliers : notes, notes manuscrites, questions écrites (Sénat), correspondance, compte rendus de réunion, convention d'assurance chômage entre la France et l'Espagne.

1964-1981

B-0083617/4

Droit du travail, travaux législatifs: projets de loi, notes, notes manuscrites, tableaux, correspondance, textes officiels.

1971-1979

B-0083619/1-B-0083620/1

Attributions de contingents supplémentaires d'heures indemnissables au titre du chômage partiel : notes, notes manuscrites, textes officiels, correspondance, articles de presse, tableaux, demandes d'indemnisation au titre du chômage partiel.

1976-1982

B-0083619/1

1976-1982

B-0083620/1

1978-1980

B-0083620/2

Conventions, actions sectorielles : conventions d'allocation spéciale du Fond National de l'Emploi, notes, notes manuscrites, textes officiels, tableaux, fiches financières.

1963-1984

B-0083631/1

Taux de cotisation et indemnisations, droit (intempéries) : projets de loi, notes, notes manuscrites, tableaux, correspondance, textes officiels.

1949-1983

B-0083613/1

Simplifications administratives, prime de mobilité des jeunes : correspondance, notes, texte officiel, notes manuscrites, tableaux.

1981

B-0083613/2

Artistes du spectacle, projet de décret : correspondance, notes manuscrites, notes, textes officiels.

1971

B-0083613/4

Fédération professionnelle agricole pour la Main d'Œuvre saisonnière (FMO) : correspondance, texte de loi, notes, notes manuscrites, conventions, avenants, accords, textes officiels, protocoles.

1960-1978

B-0083615/1

Réforme de l'Agence Nationale Pour l'Emploi : articles de presse, notes, fiches, projets de texte officiel, compte rendus de réunion, notes manuscrites, tableaux, correspondance.

1978-1979

B-0083622/1-B-0083622/2

Politique pour l'emploi.

1978-1981

B-0083622/1

Pacte national pour l'emploi des cadres : notes, notes manuscrites, projet de loi.

1981

B-0083622/2

Cadres : notes, notes manuscrites, projet de loi.

1978-1979

B-0083629/1

Pacte pour l'emploi : notes, notes manuscrites, textes officiels, comptes rendus de réunion, correspondance, conventions, tableaux, articles de presse.

1979-1981

B-0083629/2

Contrat emploi - formation : notes, notes manuscrites, textes officiels, comptes rendus de réunion, correspondance, conventions, tableaux, articles de presse, relevés de décisions.

1975-1981

B-0083613/3, B-0083616/3, B-0083617/5, B-0083617/6, B-0083621/1, B-0083622/3, B-0083627/3

Travail.

1959, 1970-1982

B-0083613/3

Lutte contre le travail clandestin : notes, correspondance, notes manuscrites, textes officiels.

1970-1979

B-0083616/3

Travaux législatifs, ordonnances sociales et projets de loi sur les travailleurs : textes officiels, notes, notes manuscrites, correspondance, rapports, questions écrites, travaux législatifs, télégrammes, compte rendus de réunions, documentation.

1959, 1970-1982

B-0083617/5

Congés : projets de loi notamment sur le congé parental, notes, rapports, notes manuscrites, relevés de décision, documentation.

1970, 1976-1977

B-0083617/6

Retraite et pré-retraite : tableaux, textes officiels, correspondance, projet de loi, notes manuscrites, notes, questions écrites, articles de presse, relevés de décisions.

1975-1980

B-0083621/1

Revalorisation du travail manuel : notes, notes manuscrites, tableaux, textes officiels, fiches, compte rendus de réunions, procès-verbaux de réunion, articles de presse, travaux législatifs, questions écrites, projets de loi.

1975-1980

B-0083622/3

Réforme de l'entreprise, bilan social : notes, notes manuscrites, projet de loi, textes officiels, articles de presse.

1975-1977

B-0083627/3

Élaboration de textes : application de la convention de circulation franco-béninoise du 27 février 1975, séjour d'étudiants étrangers en France, répression de l'emploi de la main d'œuvre étrangère en situation irrégulière, taxe perçue à l'occasion du renouvellement des autorisations de travail aux étrangers, hébergements collectifs.

1976-1980